

2 Politique

Affaire Maïsha/Direction générale des Impôts

Alain-Claude Bilie By Nze : "Le contrôle fiscal n'a rien à voir avec le débat politique"

Martina ADA METOULE
Libreville/Gabon

C'est ce qu'a laissé entendre le Porte-parole du gouvernement, hier, lors de sa traditionnelle rencontre avec la presse. Répondant aux propos de Chantal Myboto, par ailleurs responsable du complexe "Le Maïsha", qui place cette enquête sous le coup d'un règlement de comptes, le ministre de la Communication a indiqué qu'il n'en est rien. Dès lors, il a invité cette dernière à recourir aux juridictions compétentes si "elle pense que c'est abusif". Sur un tout autre plan, il a également annoncé l'arrivée à Libreville, ce jour, du président ivoirien, Alassane Dramane Ouattara, dans le cadre d'une visite d'amitié et de travail.



Photo : MAM

Les journalistes présents...

ALAIN-Claude Bilie By Nze a, comme chaque semaine, échangé avec la presse sur les sujets d'actualité. Entre autres points évoqués, la situation de la résidence hôtelière "Le Maïsha", scellée depuis quelques jours. Pour le ministre de la Communication par ailleurs Porte-parole du gouvernement, cet état de faits ne relève pas d'une position politique. "Le contrôle fiscal n'a rien avoir avec le

débat politique", a-t-il indiqué. En fait, l'orateur a répondu aux propos accusateurs de la responsable de ladite structure. Selon Chantal Myboto, la décision de sceller son établissement hôtelier résulte de sa récente sortie médiatique. Pour elle, tout ceci s'apparente à une affaire politique. Toute chose qu'a démentie le Porte-parole, non sans vouloir éclaircir les choses. "Dans



Photo : SM

...à la traditionnelle conférence du Porte-parole du gouvernement.

un pays, ne pas payer les impôts est considéré comme un crime. Si une commerçante qui vend des légumes par exemple paye ses taxes, cela veut dire que c'est imposé à tout le monde. Le président de la République a bien dit que les privilèges indus doivent s'arrêter. Chantal Myboto ne paye pas les impôts depuis longtemps, c'est donc dans ce cadre là qu'un contrôle fiscal a été lancé", a relevé l'interlo-

cuteur des journalistes, avant de marquer son étonnement face à un autre fait : "pourquoi paye-t-elle ses impôts en France et pas au Gabon?".

Dans le registre des sujets abordés, la candidature de Jean Ping à la Présidentielle à venir. Précisément, le soutien qu'aurait apporté à ce candidat le courant du Parti démocratique gabonais (PDG) "Héritage et modernité". Là-dessus, le ministre de la Communication ne s'est pas trop appesanti. Néanmoins, il a préféré que le natif d'Omboué présente à ses compatriotes le projet de société qui est le sien. Aussi, a-t-il ajouté, que ces affirmations "ne réussissent pas à créer le trouble au sein du PDG. Aujourd'hui Ping est à la recherche d'un parti politique". Et de poursuivre en disant que "s'il a des insomnies, il peut toutefois revenir

au PDG, les portes sont ouvertes. Encore une fois, voilà un ancien baron du PDG qui a mal tourné".

Indiquons en outre qu'au cours de cet échange avec les hommes de médias, Alain-Claude Bilie By Nze est revenu sur un certain nombre d'événements. Notamment le récent séjour du chef de l'Etat à Lambaréné où il a apporté son soutien aux sinistrés de la tornade qui a fait plusieurs victimes, le 17 février dernier.

On note également la signature par le Premier ministre, du pacte pour le maintien de la croissance et la préservation des emplois en période de crise pétrolière. C'est au lendemain de la réunion avec les chefs d'entreprises que le protocole consignait les engagements issus de ces discussions en vue de maintenir la croissance et l'emploi, que l'acte a été posé.

Présidentielle 2016/Union nationale/Candidat à la candidature unique

Qui après Mike Jocktane ?



Photo : SM

Mike Jocktane, candidat à la candidature unique.

Juste KOMBILE MOUSSAVOU
Libreville/Gabon

"**L'HOMME** de Dieu", Mike Jocktane, semble avoir pris de court les cadors et surpris les militants de l'Union nationale (UN) en se déclarant, dernièrement, candidat à la candidature unique du Front à la prochaine élection présidentielle. D'autant que, du côté de cette formation politique, personne ne semblait vraiment prendre au sérieux les intentions de cet évêque,

arrivé en politique avec la bénédiction de l'ancien secrétaire exécutif de l'UN, André Mba Obame.

Quelles peuvent être ses chances d'être choisi comme porte-étendard de son parti, le week-end prochain, au cours du congrès récemment annoncé de sa formation politique ? A l'heure actuelle, difficile de les évaluer. Même s'il y a fort à parier qu'il devrait s'appuyer sur les fidèles et les réseaux tissés par son ancien mentor.

Toujours est-il que, l'actuel conseiller politique du président de l'UN ne devrait pas



Photo : C.O.

Paul-Marie Gondjout...

être le seul à solliciter l'investiture de son parti. Vu que Casimir Oye Mba, un des vice-présidents dudit parti, ne rechignerait pas à être investi. Du moins, si l'on s'entient à certaines de ses dernières sorties médiatiques aux cours desquelles, il s'est évertué à justifier le retrait de sa candidature lors du dernier scrutin présidentiel. Car l'ancien Premier ministre d'Omar Bongo Ondimba semble être parfaitement conscient des dégâts causés, dans l'opinion, par l'acte qu'il avait posé en 2009. Un acte assimilé à la trahison par plu-

sieurs de ses partisans qui verraient d'un mauvais œil sa candidature au prochain scrutin présidentiel. Ce qui n'est pas de nature à le décourager d'autant que pour surmonter son handicap, le natif de Nzamaligue peut toujours compter sur des soutiens de poids et ceux d'un certain nombre de ses inconditionnels.

Autre potentiel adversaire de Mike Jocktane : Paul-Marie Gondjout. La voie semble être ouverte pour le secrétaire exécutif de l'UN car l'actuel président, Zacharie Myboto, semble avoir renoncé à toute



Photo : Joseph Manianga

... et Casimir Oyé Mba, seront-ils partants ?

ambition présidentielle. Et rien n'indique qu'il s'opposerait à ce que son gendre s'engage dans le processus de désignation. Ce dernier devrait notamment s'appuyer sur les anciens militants de l'Union gabonaise pour le démocratisme et le développement (UGDD). Lesquels, toute proportion gardée, constituent le gros des troupes de l'UN. C'est dire que, la bataille d'investiture devrait être palpitante car rien n'exclut d'autres candidatures. D'autant plus qu'aujourd'hui, le secrétaire exécutif adjoint de l'UN, Gérard Ella Nguema, devrait

se prononcer sur l'organisation du congrès de sa formation politique et, éventuellement, sur le processus de désignation de son candidat à la candidature. Lequel devra faire montre d'humilité et de diplomatie, afin de panser les éventuelles blessures nées de son choix. Car, il faut bien le reconnaître, au regard des susceptibilités et sensibilités des uns et des autres, c'est une épreuve risquée que s'apprête à engager le parti dirigé par Zacharie Myboto. Pas évident que tout le monde se soumette au choix des congressistes.

Opposition/Rentrée politique du MESP

Mouanga Mbadanga prône l'alternance

AN
Libreville/Gabon

LE Mouvement d'émancipation socialiste du peuple (MESP), parti membre de l'opposition gabonaise, a fait sa rentrée politique, le week-end dernier, au petit marché du PK 7. C'était au cours d'une cérémonie présidée par son premier secrétaire, Mouanga Mba-

dinga, qui avait à ses côtés le président en exercice de l'Union des forces pour l'alternance (UFA), David Mbadanga, et quelques militants.

C'est dans une ambiance entretenue par certains artistes locaux que le secrétaire politique du MESP, Ali Séraphin Mapangou, a fait la genèse de leur formation politique née, selon lui, d'une scission au sein de l'Union socialiste gabonaise (USG) en 1990.

David Mbadanga a appelé ses compatriotes à "prendre leurs responsabilités lors du prochain scrutin présidentiel en choisissant l'alternance". D'autant que, selon le leader du MESP, la situation politique, social et économique de notre pays n'est pas des plus reluisantes. Au regard notamment, a-t-il poursuivi, des grèves récurrentes dans l'administration publique, des problèmes d'insécurité et autres violences

dont sont victimes les populations. Se déclarant sceptique face à l'éventualité d'une candidature unique de l'opposition à la prochaine élection présidentielle, M. Mouanga Mbadanga a indiqué que "le MESP est prêt à se mettre dans un vaste rassemblement de tous les opposants, néo-opposants et de tous les mécontents de l'ordre politique actuel afin de réaliser les vœux profonds du peuple gabonais".



Photo : AN

M. Mouanga Mbadanga, lors de son intervention.